

# ACTES PRATIQUES

## ET INGÉNIERIE IMMOBILIÈRE

Pratique de l'immeuble, de l'immobilier  
et des opérations immobilières

TRIMESTRIEL N° 1

JANVIER - FÉVRIER - MARS 2014  
ISSN : 2262-5429

RÉDACTEUR EN CHEF :  
Anne-Laurence MONÉGER

COMITÉ SCIENTIFIQUE :  
Hugues PÉRINET-MARQUET, Eliane FRÉMEAUX,  
Jean-Marc KIVIATKOWSKI, Frédéric NOUËL

### Idée nouvelle

**Immobilier et valeur  
verte : un nouvel  
enjeu patrimonial**

par Philippe PELLETIER,  
Anne-Lise DELORON  
et Thomas MATAGNE (p. 1)

**2 questions à Pierre-  
Luc VOGEL** (p. 4)

### Le point sur

**Les clauses de majoration de délai en  
vente d'immeubles à  
construire : validité et  
causes légitimes**

Par Stéphanie LE MITH (p. 37)

### DOSSIER

## Renouveler l'approche du projet en milieu urbain



Isabelle BARAUD-SERFATY, *consultante en économie urbaine et maître de conférences à Sciences Po (Master Stratégies territoriales et urbaines)*

Jean-François DALBIN, *vice-président de l'Ordre des géomètres-experts*

David GILLIG, *avocat au Barreau de Strasbourg, associé du Cabinet Soler-Couteaux/Llorens, chargé d'enseignement à la Faculté de droit de Strasbourg*

Stéphanie LAPORTE-LECONTE, *directrice du Pôle immobilier (ICH-CR-DI-CAMI), Cnam des Pays de la Loire, Membre du CRDI*

Xavier PRIGENT, *géomètre-expert, urbaniste OPQU, responsable « Prospective » au sein de la commission nationale d'urbanisme de l'Ordre des géomètres-experts*

Jean-François ROUHAUD, *avocat associé, cabinet Lexcap, spécialisé en droit public et en droit immobilier*

**L**e projet urbain en tant que producteur de logements est à nouveau au centre des réformes avec la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) en cours de finalisation.

Les projets d'aménagement et de construction en milieu urbain n'ont en réalité cessé d'évoluer. On constate notamment une volonté des collectivités de favoriser une privatisation de l'aménagement et une mutualisation des projets.

Le présent dossier a pour ambition de permettre aux professionnels d'appréhender ces évolutions par les outils économiques, financiers et juridiques.